RAPPORT ANNUEL DE LA FONDATION PANZI

2015

INTRODUCTION

O.1. CONTEXTE

Le contexte politique et sécuritaire en République Démocratique du Congo en général et au Sud-Kivu en particulier, a été marqué par un processus électoral qui reste toujours aussi incertain, etdes incidents menant à une incertitude ineffable face à la résurgence des activités des groupes armés nationaux et étrangers au Sud-Kivu. Malheureusement et indignement encore et toujours contre les femmes et filles, de manière singulière. Ce qui incontestablement implique que des cas de viols persistent de manière éparpillée dans les différents territoires où l'insécurité est récurrente.

Toutefois, en dépit de la perturbation due à l'insécurité, les activités prévues ont été réalisées et les résultats escomptés ont été obtenus.

Relativement au programme de la Fondation Panzi, l'année 2015 a été caractérisée par les efforts légendaires de la Fondation dans l'assistance multisectorielle au « Modèle Panzi » à l'attention des victimes et survivantes des violences sexuelles et violences basées sur le genre. Dans son approche holistique d'une part et sensible aux conflits d'autre part. Les dépendants des survivantes et les communautés d'où sont issues celles-là ont été aussi concernés, touchés de manière positive par les différents projets qui ont été mis en œuvre au cours de cette année de 2015.

VUE D'ENSEMBLE DU PROGRAMME EN 2015

Toutes les batteries ont été mises en marche dans le but d'œuvrer pour la promotion de la femme ; qui doit devenir actrice à part entière du développement de sa communauté. Telle est en effet la vision du Fondateur de la Fondation Panzi, Dr Dénis MukwegeMukengere.

Les projets soumis et financés par des bailleurs de fonds épris de paix et acquis à cette cause ont été réalisés en marge des engagements soulignés dans les différents contrats de partenariat et financement, ainsi que tel que prévus dans les planifications annuelles opérationnelles des activités.

En dépit de la situation sécuritaire volatile dans presque tous les territoires de la province du Sud-Kivu, les services médicaux, psychologiques, socio-économiques, juridiques et judiciaires couplés des actions de plaidoyer et de conscientisation des communautés ont été assurés au niveau préventif comme au niveau de résolution ou réponses effectives aux problèmes identifiés au niveau des victimes et dans les communautés.

En outre, soulignons que les études de base, les études du marché et les profilages qui ont été menés ont contribué de manière efficace et efficiente à la mise en œuvre rassurée quant à l'atteinte des résultats escomptés étant donné que la balise des situations réelles de contexte des milieux ou rayons d'actions des différents projets est faite au préalable.Les besoins prioritaires sont définis et analysés en avance, ce qui permet à la Fondation de donner des réponses appropriées et efficientes ; à la grande satisfaction des bénéficiaires ciblés.

La recherche assurée par le centre ICART de la Fondation renforce davantage ce souci de donner des réponses appropriées aux problèmes ou besoins identifiés suite à l'approche basée sur l'analyse des gaps identifiés et/ou renvoyant à une nouvelle réalité, pendant la mise en œuvre des projets, soit

parce que le contexte local a évolué dans un sens ou un autre, soit le contexte régional ou international présente de nouvelles réalités dont il faut prendre en compte pour un futur proche, en collaboration avec les acteurs qui œuvrent directement sur le terrain. Et ainsi, l'établissement des évidences par le centre de recherche permet au programme de travailler avec efficience.

En aval des services médicaux et psychosociaux assurés par l'hôpital de Panzi et la Clinique mobile de la Fondation Panzi, l'autonomisation des femmes et fillessurvivantes des violences sexuelles et celles basées sur le genre, vient garantir l'effectivité de la détraumatisation, pour ainsi espérer à l'auto-prise en charge des survivantes. L'estime de soi, la dignité et l'espérance pour un lendemain meilleur renaissent en elles et les rassurent.

L'éducation formelle et informelle, l'alphabétisation, les formations professionnelles…sont appréciées à juste titre par les bénéficiaires directs victimes des viols, d'esclavage sexuelles et violences basées sur le genre, ainsi que ceux indirectes, dont les familles et les communautés.

Dans la mise en œuvre de son programme pour l'année rapportée, la Fondation Panzi a bénéficié de divers financements provenant de : USAID, TRUST FUND, BANQUE MONDIALE, JWW, NCA, PMU, SV, ONU FEMME, EASTERN CONGO INITIATIVE, WAR CHILD Hollande, GLOBAL STRATEGIES, HIT, IT, FORD, … pour des projets ci-dessous :

- *Projet d'amélioration de la réponse psychosociale des survivants des violences sexuelles et autres traumatismes psychologiques dans la province du sud kivu*
- *Projetd'appui socioéconomique aux femmes vulnérables, aux femmes victimes des viols et prévention du VIH/SIDA en milieux ruraux dans la province du Sud-Kivu*
- *Appui à la réinsertion socio-économique de 45 femmes et filles hébergées au sein de la maison Dorcas*
- *Appui à la réinsertion de 60 femmes et filles hébergées à la maison Dorcas*

Projet de prise en charge holistique des survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre dans les territoires de Kabare, Idjwi et Kalehe

Appui au centre intégré existant en faveur des survivants de violence sexuelle et basées sur le genre pour leur prise en charge : Prestations de service de santé, systèmes d'orientation aux instances judiciaires, analyses médico-légales)

Vaincre les violences sexuelles et basées sur le genre à l'Est de la RDC

Etc

Un travail orienté vers une cible aussi focalisée comme celle des victimes de violences sexuelles et celles basées sur le genre, et au regard de l'ampleur de domaine au Sud-Kivu, ne peut se réaliser en vase clos.

C'est pourquoi, la Fondation a continué la collaboration avec certaines structures communautaires à la base et au niveau intermédiaire : institutions étatiques, telles la Division provinciale de la santé (DPS), les bureaux de zones de santé, les centres de santé, le Parquet général ; avec des organisations nationales et internationales telles EIC, NCA, PMU,… et les agences du système des Nations Unies comme ONU FEMME, TRUST FUND…

C'est de cette façon que la Fondation Panzicontribue à l'amélioration de la qualité de ses services à l'égard des survivants des violences sexuelles et basées sur le genre, ainsi que des autres vulnérables au niveau des familles et communautés au Sud-Kivu.

Enfin, notons que la Fondation Panzi encourage le travail en synergie, de manière intégrée, entre les projets ou programmes mis en œuvre au sein de la Fondation Panzi d'une part et les autres intervenants d'autre part ? C'est dans ce sens que la Clinique juridique ainsi que projet Badilika sont intervenus dans le cadre de « One stop center », modèle Panzi de prise en charge holistique, un projet financé par la Banque mondiale et UN Trust fund.

La Fondation veille aussi sur les activités de suivi et évaluation, très capitales pour la mesure des impacts et évolution des changements induits.

I. PROGRAMME : PRINCIPALES REALISATIONS, LES RESULTATS ETLES CHANGEMENTS

I.1. AMELIORER LA SANTE MENTALE DE LA POPULATION

La cinquième phase du projet de santé mentale porte sur l'amélioration de la réponse psychosociale pour les survivants des violences sexuelles et basées sur le genre ainsi que les autres traumatismes psychologiques, par la formation du personnel de santé dans la province du Sud-kivu.

La Fondation Panzi en collaboration avec le Bureau Provincial de la Coordination de Santé Mentale a organisé quatre formations sur la prise en charge des personnes traumatisées dans les zones de santé deKamituga,Kitutu, Mwana et Mwenga.

Différentes activités ont été réalisées, notamment :

- La formation des prestataires des soins sur le diagnostic et le traitement psychologique. Cette formation a permis à la structure étatique de procéder à l'évaluation de base des malades reçus aux centres

- Les séances d'information aux communautés sur les services disponibles dans les structures de santé sur les sortes de pathologies psychologiques qui sont prises en compte dans les soins psychosociaux.
- La formation à l'intention des relais communautaires dans ces zones de santé.
- Le suivi

Au total, 99 infirmiers, 200 relais communautaires ont été formés pour améliorer la santé mentale de la population.

I.1.1. Contribution au renforcement des capacités des prestataires de soins

	2015	2014
Prestataires médicaux formés	99	184
Relais communautaires formés	200	250

Cette différence se justifie par le fait qu'en 2015, la formation était destinée à presque toutes les zones de santé au niveau provincial alors qu'en 2015, c'est seulement pour 4 zones de santé.

794 membres des communautés ont été sensibilisés sur la santé mentale dont 62 patients référés par les relais communautaires qui ont bénéficié de la prise charge psychosociale par les infirmiers formés par Panzi. Deux missions conjointes de supervision formative ont été menées dans les zones santé de Mwana et Kitutu pour promouvoir l'amélioration continue de la performance des prestataires médicaux et paramédicaux.

En outre, signalons que l'on note une grande prise de conscience et satisfaction des autorités provinciales de la santé sur la nécessité d'intégrer la santé mentale dans le système des soins de santé.

Lors de la supervision, il a été constaté que certains malades présentant des troubles psychologiques traités témoignent avoir été guéris et d'autres ont recouvré leur estime de soi.

I.2. AMELIORER L'ACCES AUX SOINS DES PERSONNES VULNERABLES

En 2015, la Fondation Panzi a continué à faciliter l'accès des personnes vulnérables aux soins de qualité et équitables dans les zones éloignées à travers la clinques mobile. 8197 personnes (779 hommes et 7418 femmes) ont bénéficié de la prise en charge médicale grâce à la clinique mobile.

90% des patients traités étaient des femmes alors que les hommes représentaient 10%. Cela serait dû au fait que les femmes sont les plus exposées aux infections sexuelles transmissible et développe des pathologies gynécologiques graves liées soit aux viols ou aux accouchements à risques.

Le tableau ci –dessous montre une amélioration en termes d'accès des personnes vulnérables aux soins de qualité, équitables et favorable à l'expression de la jouissance de droits à la santé.

	2015	2014
Survivant(e)s de violences sexuelles ayant été reçus	938	411
Femmes vivant avec les pathologies gynécologiques	7259	4201

938 survivant(e)s de violences sexuelles ont reçu les soins. Parmi lesquels 683 (73%) nouveaux cas et 249 (29%) anciens. Le nombre de survivants de violences sexuelles traités s'est accru en 2015 soit une amélioration d'accès aux services par rapport à la situation de 2014 qui était de 411 survivants. Au cours de cette année de sixsurvivant(e)s qui se sont présentées dans les 72 heures ont reçu les kits PEP contre dix cas en 2014. Cela se justifie par le déploiement tardif de la clinique mobile à cause du mauvais état de la route et les conditions sécuritaires précairesdans les zones concernées par le projet.

Les populations des zones de santé concernées par le projet comprennent de plus en plus les vraies raisons des troubles psycho-sociaux, favorisant ainsi la baisse de la stigmatisation des malades de santé mentale et l'augmentation de la fréquentation des centres de santé par les malades de santé mentale.

Les relais communautaires affirment une amélioration de l'acceptation des personnes victimes de troubles psychologiques par leurs familles et les communautés.

Avec le projet Ushindi, 705 cas, dont 313 cas de violences basées sur le genre autres que sexuelles et 56 cas de vulnérabilité ont été identifiés et ont eu accès au soutien psychosocial ; 353 dont 287 cas de violences sexuelles ont accédé à l'assistance médicale, soit pour des soins prophylactiques, soit pour des soins curatifs. 108 cas (soit 38,2% de nouveaux cas) de viol ont eu accès au Kit PEP et 119 cas ont obtenu la prophylaxie contre les autres IST.

I.3. AMELIORER LA CONNAISSANCE DE LA COMMUNAUTE

La Fondation Panzi a appuyé les associations locales pour changer lesattitudes et les pratiques relatives au genre et à la santé afin de diminuer l'incidence et l'impact des violences sexuellesdans les communautés.

En 2015, 31913 personnes ont été touchées par les messages de sensibilisation sur les causes et les conséquences des violences sexuelles, la fistule, les prolapsus et autres pathologies gynécologiques graves et l'accessibilité et la disponibilité des soins appropriés.

	2015	**2014**
Membres de la communauté sensibilisés	30853	21880
Leaders locaux sensibilisés	1060	414

Grace auxsensibilisations des membres de la communauté et des leaders locaux formés et informés, 8197 personnesvulnérables ont bénéficié des soins de qualité offerts par la clinique mobile de la Fondation Panzi. Les séances de sensibilisation ontamélioré le niveau de connaissance de la population sur les pathologies gynécologiques graves et la manière de lesprévenir. Ces sensibilisations ont également permis d'accroitre la prise de conscience des leaders locaux dans la prévention des violences sexuelles. Ces derniers se sont engagés à sensibiliser les membres de leurs communautés sur les effets négatifs de la violence sexuelle faites aux filles et femmes.

I.4. RENFORCER LE POUVOIR ECONOMIQUE DES FEMMES

En 2015, la Fondation Panzi a continué à contribuer, à travers Dorcas rural, à l'amélioration du pouvoir économique des femmes pour un meilleur accès aux biens et aux services sociaux de base à travers l'octroi des microcrédits aux femmes vulnérables, la scolarisation des enfants des femmes

vulnérables ainsi que la structuration de ces femmes en groupes solidaires et l'accompagnement technique de ces groupes.

En 2015, 1000 femmes vulnérables identifiées ont été formé à la gestion des activités génératrices de revenus. 100% de femmes vulnérables formées ont bénéficié du projet Dorcas Rural des microcrédits en espèce et en nature dans les territoires de Kalehe, Kabare, Uvira et Walungu. 100% des femmes vulnérables ont entrepris des activités génératrices de revenus (AGR) : petit commerce, élevage et agriculture.

Accompagnement des femmes dans les mutuelles de solidarité (MUSO)

	2015	2014
Nombre de mutuelles de solidarité/groupes solidaires	61	70
Nombre de femmes membres de mutuelle de solidarité	1000	1000
Nombre de femmes ayant entrepris des AGR	1000	983

980 (98%) des femmes qui entreprennent des activités génératrices des revenussont capables de faire face aux besoins élémentaires de leurs ménages. Il s'agit de besoins alimentaires, d'accès aux soins de santé et de scolarité de leurs enfants.

Notons que parmi les 1000 femmes qui ont bénéficié des AGRs, 800 ont choisi des AGRs en espèces et 200 des AGR s en nature.

Les 1000 bénéficiaires sont regroupés dans 61 groupes solidaires et arrivent à assister d'autres personnes vulnérables de la communauté à travers leur caisse sociale.

Tous les MUSO ont déjà 10.122$ en épargne et 6 chèvres, 500 kg de haricots et 12 porcs

Les membres des MUSO gardent leur fonds dans des institutions de micro-fiance identifiées dans leurs milieux respectifs

2000 enfants ont été pris en charge pour la scolarisation dans l'éducation formelle à travers 8 sites concernés par le projet à savoir Kamanyola, Katogota, Kalagane, MukuMushweshwe, Kavumu, Katana et Bunyakiri. 85% de ces enfants ont satisfait à l'école.

Les membres de la communauté bénéficient de l'alphabétisation conscientisante à travers la méthode REFLECT. Cette méthode consiste à impliquer la bénéficiaire et sa communauté dans le processus de transformation sociale.

Les femmes qui ontappris à lire et à écrire sont en mesure de suivre l'évolution de leurs revenus, calculer le bénéfice de leurs activités, lire et rédiger un communiqué, suivre la scolarité de leurs enfants.

90% des plants fruitiers ont été distribués aux bénéficiaires et 10% donnés aux membres de la communauté.

Comme changements induits, à Kalagane par exemple, les bénéficiaires commencent à laver leurs habits et faire la cuisine avec de l'eau propre, bouillir l'eau avant la consommation et laver les

récipients de conservation d'eau. Les bénéficiaires du projet font usage des engrains organiques issus des compostières pour améliorer la culture de maïs. Ils ont compris le rôle du jardin potager dans leur ménage pour lutter contre la malnutrition et améliorer la nutrition. Ces jardins potagers fournissent des aliments, du combustible pour cuisiner, des herbes aromatiques, des épices et des fleurs.

Les femmes vulnérables ayant bénéficié des microcrédits en nature ont produit 12 tonnes de maïs à Kamanyola et à Katogota. Ces 12 tonnes de maïs étaient vendues à l'hôpital général de référence de Panzi en faveur des personnes vivant avec le VIH/SIDA. La somme réunie à contribué à renflouer leur caisse sociale ainsi que leurs capitaux pour le projet.

La méthode de lutte anti érosive par les tithonia appliquée dans le champ communautaire des bénéficiaires est maintenant adoptée par les membres de la communauté, voisins du champ communautaire des bénéficiaires.

En vannerie, 178 femmes bénéficiaires ont été formées en vannerie et celles qui sont déjà réinsérée sont commencé à apprendre leurs voisins et proches l'art de tresser les paniers.

A Kalagane, la population a commencé à abandonner l'usage de sachets au profit des paniers. Ce choix se justifie par le souci de protéger l'environnement et de préserver le sol. Grace au prix abordable, les femmes s'en procurent dans les antennes de Dorcas Rurale sans beaucoup de difficulté. La volonté des bénéficiaires à monter des pépinières pour intégrer les arbres fruitiers dans leurs concessions et utiliser des paniers à la place des sachets sont autant aussi des stratégies de lutte contre le réchauffement climatique.

En microcrédit en espèce, le crédit est bénéfique aux membres de la communauté en ce sens que les produits vendus par les bénéficiaires sont livrés par les membres de la communauté qui à leur tour profitent de cette activité des bénéficiaires. L'intérêt généré par le micro crédit est affecté à la scolarisation des enfants non pris en charge par le projet. Cette affectation stabilise les effectifs dans les écoles.

600 (60%) des bénéficiaires qui étaient affectées psychologiquement et qui avaient suivi des thérapies de groupes et conscientisation par les animateurs, se sont rétablies et vaquent normalement à leurs occupations (travaux de champs, élevage, agriculture, coupes et coutures, tissage) et conduisent sans difficultés leurs activités génératrices de revenus issues des microcrédits et en sont fières.

Il y a des bénéficiaires victimes des violences sexuelles qui assistent d'autres vulnérables dans les communautés (voir les histoires de succès) : Exemple : les survivantes ont reconstruit une maison d'une femme dont la maison a pris feu dans leur village.

Les bénéficiaires du projet acceptent volontiers d'être membres des mutuelles de santé après avoir compris son importance.

I.5. RENFORCEMENT DE LA PREVENTION DES IST, VIH /SIDA ET LES GROSSESSES

Dans le cadre du projet visant la prévention des IST, VIH.SIDA et les grossesses liées au viol, 13 structures sanitaires dans la prévention des infections sexuellement transmissibles, du VIH/SIDA et des grossesses liées au viol pour atténuer les effets négatifs à risques ont été ciblées et appuyées.

Dans le cadre du domaine Paquet de prévention, 219 kits PEP ont été distribués cette année. D'autres organisations dont le CICR, Médecins sans frontière Espagne ont respectivement bénéficié de 10 kits chacune de la part de la Fondation Panzi.

Dans le cadre du domaine Solution Logistimo, un infirmier titulaire, une accoucheuse, un relais communautaire dans le centre de santé de et qui ont été formés révèlent les épisodes des viols, l'endroit de la violence, le nombre de victimes de viol, le nombre des kits PEP administrés et le nombre de paquets additionnels de Prévention nécessaire à leurs téléphones cellulaires. Mais cette activité est menée par le bailleur lui-même.

Dans le cadre de la formation, deux formations ont été organisées en 2015 : la première formation à l'attention des 38 prestataires des soins et la seconde formation à l'attention de 26 autres prestataires des soins. Ils ont été essentiellement formés sur la prise en charge médicale, psychosociale des survivants de violences sexuelles, la référence légale des survivants de violences sexuelles, la gestion des stocks et de la sécurité de médicaments, ainsi que les notions de base de l'application de Logistimo. Ces prestataires provenaient de zones de santé de Lemera, Ibanda, Walungu et Nyangezi.

	2015	**2014**
Nombre des cas de viols ayant bénéficiés la prise en charge médicale		2190
Nombre des survivants du viol qui se sont présentés dans le délai de 72 heures après l'incident	455	611
Nombre des survivants du viol ayant le kit PEP	454	575
Nombre des survivants de viol ayant accompli le traitement	454	

Ceci pour dire que grâce aux séances de sensibilisation faites par les associations partenaires, 455 survivants des violences sexuelles se sont présentés aux centres de santé dans le délai de 72 heures, parmi lesquels 454 survivants ont reçu les kits PEP. Un enfant de 12 ans n'a pas reçu le kit PEP car il n'y a pas de Truvada pédiatrique.

Concernant le domaine de sensibilisation, 10715 personnes ont été touchées dans la zone de santé de Walungu ; 12006 personnes dans la zone de santé de Lemera et 28890 dans la zon de santé de Nyangezi. Notons que les chiffres de sensibilisés à travers les radios communautaires sont difficiles à estimer, même si le nombre d'habitants par site ou zone de santé est connu.

I.6. ACCROITRE L'ACCES A DES SOINS ET TRAITEMENTS DE QUALITE ET EN TEMPS OPPORTUN

En 2015, la Fondation Panzi par son projet Ushindi a appuyé deux zones de santé : Mwenga et Kitutu, dans lesquelles 705victimesde violences sexuelles et basées sur le genre et personnes vulnérables identifiées ont bénéficié des services.

	2015	2014
Nombre de personnes vulnérables ayant bénéficié des services du projet	705	1285
Nombre de survivants du violqui ont bénéficié de services médicaux	229	795
Nombre de personnes ayant reçu une assistance et du soutien psychosocial	705	1285

L'implication des membres de la communauté et des leaders locaux et des membres des réseaux communautaires de prévention violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG), des noyaux, du réseau communautaire de protection de l'enfant (RECOPE), clubs d'enfants, des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC/VSLA) dans les activités de sensibilisations et de communication pour le changement social de comportement, la baisse des conflits armés dans les zones de santé ont contribué énormément à la baisse de la violence sexuelles dans ces zones;

I.7. AMELIORER L'INTEGRATION SOCIOCOMMUNAUTAIRE ET LA RELANCE ECONOMIQUE

En 2015, la Fondation Panzi a mis en place et appuyé 82 associations villageoises d'épargnes et de crédit (AVEC) dans les zones de santé de Mwenga et Kitutu. Les membres des AVEC se sont appropriés l'approche AVEC et ont créée 81 AVECs dans leurs communautés respectives.

Au total, 163 AVECs ont reçu l'appui du projet Ushindi avec 3.709 membres dont 2.574 femmes parmi lesquels 67 survivantes de violences sexuelles, soit 5,2% des membres des AVECs. Ces AVECs ont réalisé des épargnes évaluées à 117.935 dollars américains pour 3.709 membres. Ces derniers ont obtenu 1.444 crédits d'une valeur globale de 80.777 dollars américains, soit un crédit individuel moyen de 55,94 dollars américains que les bénéficiaires ont affecté au financement de leurs activités génératrices de revenu et à d'autres dépenses de ménage.

I.8. RENFORCER LES CAPACITES DE LA COMMUNAUTE, DES ORGANISATIONS ET DES INSTITUTIONS POUR REPONDRE A LA VIOLENCE SEXUELLE ET BASEE SUR LE GENRE

Afin d'assurer la prévention dans la communauté, projet Ushindi a atteint 51.975 personnes (27899 femmes et 24076 hommes) à travers les activités de communication pour le changement de comportement pour faire face à la violence sexuelle et basée sur le genre. Ces actions de sensibilisation ont permis à 705 bénéficiaires d'accéder aux services médicaux et/ou psychosociaux.

146 hommesen uniforme, dont 139 hommes et 7 femmes ont été touchés par les messages de communication pour le changement de comportement. 42survivants de violences sexuelles ont été pris en charge par la police comme résultat de la sensibilisation.

Les AVEC (Associations villageoises d'épargne et de crédit) ont contribué à réduire les expositions de femmes à des violences basées sur le genre, ont renforcé leur pouvoir économique et leur leadership dans les foyers et les communautés.Comme leur leadership est déjà renforcé, elles peuvent

contribuer au changement des mentalités, pour la lutte contre les violences basées sur le genre, par des sensibilisations des masses

86 agents villageois et 76 agents psychosociaux ont été formés en techniques de réinsertion et psychosociales afin d'améliorer davantage la qualité des services.

A la fin de la cinquième année, le nombre de VSLA est arrivé à 163 groupes dans les deux zones, soit un accroissement de 98,7% du nombre de groupes (82) initialement créés par le projet dans les deux zones (Kitutu et Mwenga).

Tout ceci a contribué à la réduction sensible des cas de violences sexuelles et basées sur le genre dans les zones du projet Ushindi

I.9. ACCES A LA JUSTICE DES VICTIMES ET SURVIVANTS DES VSBG

A travers la clinique juridique, deux projets ont été mis en œuvre, à savoir : « Appui multisectoriel aux victimes des violences sexuelles et basées sur le genre dans la province du Sud Kivu » qui couvre les territoires de Kalehe, Kabare, Idjwi et les périphéries de la ville de Bukavu ; appuyé par ONU/FEMME et le second intitulé « Renforcement de l'Accès à la justice des survivants des violences sexuelles et basées sur le genre et des personnes vulnérables dans les régions éloignées du Sud Kivu » ; Celui-ci a été réalisé dans les territoires de Kabare, Kalehe, Walungu et les périphéries de la ville de Bukavu dans la Province du Sud-Kivu, appuyé par Eastern Congo Initiative.

Pour le premier projet ci-cité, 22 dossiers ont été clôturés par les jugements, avec 17 auteurs condamnés et 5 acquittements. Ceci grâce aux activités d'assistance juridique et judiciaires en faveur des victimes des violences sexuelles.

Implication de la communauté

8 messages radio traduits en spots sur les droits de la femme ont été produits et rediffusés 150 fois dans le cadre de la prévention des violences faites aux femmes.

50 leaders locaux ont été capacités sur les lois de répression des violences sexuelles à Bunyakiri dans le territoire de Kalehe. Ceci dans le cadre d'information et de sensibilisation des leaders locaux sur les droits des femmes

200 leaders locaux, 100 femmes, 363 élèves dont 192 filles, accompagnés de 27 enseignants ont renforcé leur connaissances sur les 16 formes d'infractions prévues et punies par la loi de répression des violences sexuelles, à travers des séances de sensibilisation pendant les 16 jours d'activisme. Comme changement induit, 5 demandes d'assistance judiciaires ont été déposées par des femmes exclues de l'héritage après ces sensibilisations.

Accompagnementdes associations à la base dans le cadre de la réinsertion socio-économique

Dans le cadre de la réinsertion socio-économique, 37 associations à la base ont été identifiées pour le profilage et identification des besoins, dont 5 à Idjwi Sud, 8 à Idjwi Nord, 4 à Kalehe littorale, 8 à Kabare et 12 à Bunyakiri. A la fin 12 regroupements ont été mis en place.

Renforcement de l'accès à la justice et l'accélération de la procédure judiciaire

Le suivi au cas par cas de 397 demandes d'assistance, 95 dossiers introduits en justice et 34 dossiers clôturés par un jugement a été assuré.

Grâce à collaboration avec le projet One stop center, 16 dossiers supplémentaires ont été introduits en justice et au cours de la chambre foraine qui a été organisée, 11 dossiers ont été clôturés par des jugements parmi lesquels, 10 auteurs ont été condamnés à plus de 10ans de servitude pénale avec des amendes et dommages et intérêts.
1 seul parmi eux a été acquitté faute des moyens de preuves suffisantes à sa charge.

9335 personnes ou membres des communautés, dont 6502 femmes, ont été sensibilisées sur les droits de la femme par les parajuristes affectés dans les cliniques juridiques de Kabare, Kalehe et Walungu.

1705 exemplaires de dépliant sur les thèmes relatifs aux droits des femmes, droits à la santé de la reproduction, droits des enfants nés hors mariage, la gestion des biens, les lois de répression des violences sexuelles, le mariage civil, les droits de la femme reconnus pat le code de la famille, l'enregistrement des enfants à l'état civil, ont été distribués aux participants.

Les séances de sensibilisations ont eu comme résultats, 260 dénonciations et 397 demandes d'assistance ont été déposées auprès des cliniques juridiques par les victimes des violences sexuelles et basées sur le genre et les membres de leurs familles ou communauté, pour solliciter assistance.

40 autorités judiciaires ont été conscientisées à Kalehe et à Walungu, et les stratégies pour contourner les irrégularités de justices ont été définies, à travers des plaidoyers ciblés

Dans le souci d'offrir aux femmes une occasion spéciale pour s'exprimer sur les causes, les obstacles de leur accès à la justice, l'équipe de la clinique juridique a accompagné 30 femmes leaders en provenance des territoires de Walungu, Kabare et Kalehe, dans un entretien face à face avec 20autorités judiciaires du Tribunal de Grande Instance de Kavumu, des Tribunaux de Paix de Kalehe et Walungu ainsi les Parquets y afférents.
A l'issu de cette rencontre de plaidoyer, 30 femmes leaders ont été informées sur les stratégies de collaboration et de rapprochement avec les autorités judiciaires chaque fois que le besoin se présentera

Un atelier sur l'état des lieux de la lutte contre l'impunité des violences sexuelles dans la province du Sud Kivu a été organisé par la Clinique juridique. Il a été démontré à la fin que plusieurs survivantes des violences sexuelles ont eu à dénoncer mais l'idée d'obtenir justice et réparation reste un défi majeur auquel tous les intervenants doivent continuer à travailler.

15 praticiens de justice et de droits de Kavumu et Kalehe ont été capacités et informés sur les normes de base relatives aux meilleurs pratiques en matières d'enquêtes sur les violences sexuelles en tant que crimes au regard du droit pénal international. Ils sont ainsi capables de mener, de gérer des enquêtes juridiques sur les violences sexuelles selon le cadre juridique général.

Durant l'année 2015 qui vient de s'écouler, la maison de transit a reçu 132 femmes avec 20 accompagnateurs dans le but de rapprocher les victimes des instances judiciaires et assurer leur protection pendant le suivi de leurs dossiers.

Base des données juridiques

Avec l'appui d'un expert en gestion des données et du Chargé de Monitoring et Evaluation de la Fondation Panzi, une base des données est fonctionnelle à la clinique juridique. Pour sa mise en pratique, l'équipe de programme de la clinique juridique composée de la Coordinatrice, la Chargée de suivi, le Chargé des données et un avocat ont bénéficié d'une formation pour l'utilisation et la gestion des données

I.10. RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES/CAPCITES des parajuristes, des femmes et des autres acteurs

10 para-juristes des territoires de Kabare, Kalehe et Idjwi ont été renforcés dans la connaissance sur les lois de répression des violences sexuelles, les différentes formes des violences faites à la femme avec leur système de répression, les instruments juridiques nationaux et internationaux de protection de droits de la femme. Ainsi, les para juristes ont été en mesure de procéder aux références médicales auprès de l'hôpital de Panzi, de la Fomulac Katana et le Centre de santé de Karhanda à Kavumu : 16 survivantes ont été référées pour la prise en charge juridique et médicale en collaboration avec le projet «One stop center».
Les para juristes parsemés dans les 2 zones de santé de Mulamba et Minova ont apporté écoute, conseil et référence de 18 cas, dont 5 casvers le centre hospitalier de Mulamba et 13 vers l'hôpital de Minova pour la prise en charge médicale. Ils ont également référé 16vers les postes de police pour la prise en charge judiciaire.

10 autres para juristes de Kabare, Kalehe et Bukavu appelés à travailler dans les cliniques juridiques locales, accompagnés chacun par de 2 leaders locaux, ont été récyclés sur les thèmes en rapport avec la saisine des juridictions en matière des violences sexuelles, la police et le rôle des OPJ, la documentation des cas des violences sexuelles et basées sur le genre.

Formation avancée des acteurs judiciaires de Walungu

7 militaires, 2 agents du Service de renseignement(ANR), 37 éléments de la police dont 20 Officiers de police judiciaire affectés à la protection de l'enfant contre les violences sexuelles ont été formés sur le rôle des agents de service de sécurité dans la Protection et la sécurisation de la femme et sur les stratégies de collecte des éléments de preuve comme moyen de défense et de protection de droit des victimes

30 auxiliaires de la justice y compris les greffiers, les Opj, les Secrétaires attachés aux Parquets et Tribunaux de Kalehe, Kabare, Walungu et Bukavu ont été formés sur les questions de procédures et sur l'exécution des différents actes de procédure notamment les requêtes, avis de recherche, les procès-verbaux, les assignations, les exploits.

100 femmes victimes des violences sexuelles et vulnérables ont été formées sur l'entreprenariat et la gestion d'affaires

100 membres des mutuelles de solidarités (MUSO) de Mulamba ont été formés dans l'organisation et la gestion des MUSO, sur 200 attendus soit 50% de réalisation

A travers le projet financé par UNTrustfund, 20 acteurs multisectoriels de Walungu et de Kavumu ont bénéficié d'une formation de base sur les notions de base de la prise en charge des SVS

14 assistants psychosociaux, dont 4 des centres hospitlaiers de Mulamba et Bulenga(projet UNTF) et 10 de l'HRG Panzi et de la Clinique Mobile ont bénéficié d'une remise à niveau par le biais d'une formation sur la prise en charge des SVS selon le modèle Panzi, atelier ayant mis l'accent sur la prise en charge Médicale, l'accompagnement Psychosocial et celui Judiciaire et Juridique

20 acteurs multisectoriels de Walungu et de Kavumu ont bénéficié d'une formation de base sur les notions de base de la prise en charge des SVS. 50 % de réalisation acr cette formation était prévue pour 40 acteurs

En collaboration avec le projet Badilika, 80 leaders d'opinion (48 hommes et 32 femmes) ont été formés sur ces différents thèmes pour pouvoir déclencher, à la longue, une transformation sociale en RDC, transformation passant par le respect des droits des femmes et filles de ce pays.

500 personnes ont été sensibilisées en forum populaire au sujet des tabous, mythes, stéréotypes et coutumes avilissant la femme.

I.11. AUTONOMISATION DES FEMMES ET FILLES

A travers la Maison Dorcas, la Fondation Panzi accueille non seulement des survivantes de violences sexuelles soignées à l'hôpital de Panzi avec leurs dépendants, ainsi que celles qui continuent les traitements, mais aussi d'autres femmes vulnérables des communautés envoisinant l'hôpital général de référence de Panzi.

Hormis les formations théoriques (alphabétisation, compétences d'affaires), des formations en métiers professionnels tels que l'extraction du lait de soja, la fabrication des beignets/pains, la saponification, le tricotage, la broderie, la vannerie/fabrication des paniers et la coupe et couture y ont été organisées au cours de cette année au profit de 544 femmes dont 346 pour les avant-midi et 198 pour les après-midi. En plus des formations professionnelles, les bénéficiaires ont été aussi formées en droits humains et en leadership. Ces deux dernières ont été comme transversaux, les métiers professionnels et l'alphabétisation, domaines faitiers.

Les séances d'initiation suivies, les sorties récréatives, les danses,…ont permis aux victimes hébergées (42 et dépendants) et aux autres filles vulnérables àretrouver leur condition physique améliorée, à recouvrer la joie de vivre, l'estime de soi et peuvent se défendre en cas de danger, allusion faite aux séances de karaté organisées.Les bénéficiaires concernées s'expriment librement et témoignent des progrès dans leurs vies grâce au programme du centre Dorcas.

Les femmes et filles formées au sein de la Maison Dorcas sont en mesure de gérer de petites activités génératrices des revenus.

Sur 544 femmes et filles admises à la Maison Dorcas en 2015, seules 74 bénéficiaires ont été réinsérées au cours de cette année 2015 et vont faire preuve de cette l'affirmation ci-haut reprise ; et 166sont éligibles à recevoir leurs brevets de formation en informatique, dont 36 survivantes des violences sexuelles prises en charge par le projet Banque mondiale.

En outre, les séminaires de sensibilisation à l'attention des maris des bénéficiaires des services de la Maison Dorcas sur les droits de la femme/droits humains ont apporté un plus tant il est réel que les femmes victimes à elles ne peuvent apporter un changement significatif, surtout concernant les violences basées sur le genre si les auteurs, que sont les hommes demeurent dans l'ignorance. Les thèmes débattus au cours de ces séminaires avaient beaucoup intéressé les maris des participantes dans la mesure où ils avaient été informés correctement sur les formes de violences domestiques, les droits à l'héritage. Les nombreuses zones d'ombre qui handicapaient leur jouissance par les femmes ont été éclairées

I.12. LA SANTE DES FEMMES ET LES VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE

La Banque mondiale et UN Trust fund ont financé deux projets qui ont permsi à la Fondation d'expérimenter son modèle Panzi, à travrers un 'One stop center ». Les services intégrés aux survivants des violences sexuelles sont reconnus comme l'apanage de la Fondation Panzi et de l'Hôpital général de référence de Panzi.En travaillant eb collaboration et en complémentarité avec l'hôpital général de référence de Panzi, la Fondation Panzi, de l'accès aux soins de santé des survivantes, on va à l'autonomisation des femmes et le renforcer des rôles de du leadership de ces dernières.
Pour l'efficience du Modèle Panzi dans la prise en charge des survivantes des violences sexuelles et basées sur le genre, ce projet a significativement travaillé avec d'autres projets de la Fondation, dont la Clinique mobile, la Santé mentale, la Clinique juridique, le projet Badilika et la Maison Dorcas.
Le fait de travailler avec divers projets et acteurs au niveau communautaire a permis d'inscrire les interventions du projet dans une optique pérenne par le renforcement des compétences des différentes parties-prenantes pour une implication communautaire plus efficace et plus efficiente.

Sur le plan juridique, 81 cas d'assistance juridique ont été rapporté alors que le projet prévoyait seulement 44 cas. Ce qui fait 180%.

Sur le plan santé mentale, 198 survivantes de violences sexuelles ont été prises en charge dans un service d'accompagnement psychologique ainsi que neuropsychiatrique à l'hôpital général de référence de Panzi

2148 survivantes de violences sexuelles et des femmes vivant avec des pathologies gynécologiques graves ont bénéficié de soins à travers les activités de la clinique mobile.

52 femmes avec fistules urogénitales ont bénéficié de la chirurgie réparatrice sur 45 attendues soit 115,5% réalisés,

199 femmes souffrant de prolapsus génitaux réparées dont 80 prises en charge par le projet sur 45 attendues soit 177,77%

1 clinique juridique rurale en train d'être installée et équipée à Bulenga dans la zone de santé de Minovasur 2 à installer, soit 50% de réalisation

500 personnes ont été sensibilisées en forum populaire au sujet des tabous, mythes, stéréotypes et coutumes avilissant la femme.

I.13. RENFORCER LES CAPACITES DES CHERCHEURS ET ANALYSTE LOCAUX / CENTRE ICART

Avec l'appui du projet financé par UNTrust fund, le Centre de Recherche ICART a organisé 4 formations :

- A l'Hôpital Général de Référence de Panzi, 18 Médecins en spécialisation ont été formés dans la création et l'utilisation des programmes Dropbox et Mendeley pour le stockage des données et sur la revue de littérature
- Les fiches d'enquête utilisées ont été révisées et adaptées pour son utilisation au centre hospitalier de Mulamba
- A la Fondation Panzi ,des formations ont été dispensées en faveur de 27 chercheurs locaux et 28 enquêteurs, ainsi qu'en faveur des relais communautaires à Walungu. Un atelier de sensibilisation des acteurs impliqués dans le projet Good car for babies.
- Des enquêtes ont été menées et les données ont été saisies et intégrées dans le logiciel EPIINFFO
- Une base des données a été mise en place

II. RESULTATS OBTENUS PAR PROJET

Projet	Objectifs	Résultats	Changements induits
Projet Ushindi Bailleur **:** **IMA/USAID**	L'objectif de ce projet de 5 ans (2010-2015) est de mettre en œuvre une approche holistique afin de combattre la violence sexuelle et basée sur le genre dans l'Est de la RDC par : 1) l'amélioration de l'accès aux services de soins au temps opportuns et de qualité pour les personnes touchées par la VSBG, 2) l'amélioration de la qualité des services et des interventions pour les personnes et les communautés touchées par la VSBG, et 3) la réduction de la vulnérabilité des individus afin de prévenir et d'éviter de futurs actes d'abus et de violence. Le projet a été mis en œuvre en partenariat avec l'American Bar Association (ABA) au Sud Kivu.	705 bénéficiaires des services ont été identifiés, parmi lesquels 229 cas des violences sexuelles, 313 cas d'autres formes de violences basées sur le genre et 56 cas d'autres vulnérabilités dont 3 cas de fistules et 2 cas de prolapsus. 24 structures médicales approvisionnées en médicaments pour la prise en charge médicale des survivants des violences sexuelles. 353 survivants des VSBG et autres vulnérables ont bénéficié de la prise en charge médicale dans les centres de santé appuyés par le projet Ushindi. 108 cas enregistrés dans les 72 heures ont reçu les kits PEP. 119 cas ont obtenu la prophylaxie contre les autres infections sexuellement transmissibles 705 survivants de VSBG ont bénéficié de l'assistance et du soutien psychosocial dans les aires de santé. 36 survivants hébergés et nourris dans la maison de transit de la clinique juridique.	L'assistance médicale obtenue a permis à 353 personnes soignées de trouver le soulagement/la guérison au niveau des CS, par rapport aux plaintes pour lesquelles elles venaient solliciter l'assistance (trauma physique) : l'estime de soi acquis 309 survivants rétablis des troubles psychologiques affichés à leur admission chez les conseillères. Celles-ci ont recouvré leurs capacités de départ: travail, intégration sociale, etc. Les bénéficiaires des fonds de fin cycle VSLA ont accédé au capital qu'ils ont investi dans la micro entreprise (petits commerces, étangs piscicoles, etc) pour les uns, améliorant le revenu et le pouvoir d'achat de ménage, les autres ont acquis les capacités de supporter les frais scolaires des enfants et/ou les travaux d'amélioration de l'habitat. La scolarisation des enfants et l'amélioration de l'abri ont été les deux principaux besoins qui auraient motivé les gens (survivants ou non) à adhérer aux VSLA pour le cycle de l'an 2015. Des couples séparés se sont réconciliés, se sont réunifiés et revenus en cohabitation

			pacifique après médiation devant l'avocat : forte sollicitation des services de la clinique juridique pour cas avec dossiers de VBG autres que sexuelles dans les 2 zones.
		308 personnes, dont 36 survivants hébergés et nourris dans la maison de transit de la clinique juridique, ont bénéficié de l'assistance juridique. 59 plaintes introduites dont 42 à la police, six dossiers ont été fixés auprès des juridictions. Comme résultat, trois jugements en sont sortis dont un avec condamnation d'auteur. 122 dossiers des violences autres que sexuels (75,3% de la prévision) clos par médiation en cliniques juridiques Ushindi auprès de l'avocat ABA	A Sugulu, par exemple, la scolarisation de 4 fillettes (1 née de viol et 3 orphélines) a été prise en charge, durant toute l'année scolaire 2014-15, par une Association Villageoise d'Epargne et de Crédit. Et dans toutes les 24 aires de santé appuyées, les membres VSLA étendaient l'assistance sur fonds de leur caisse de solidarité aux indigents non membres de groupe dans la communauté.
		2240 personnes membres de VSLA (91,6% de la cible) ont fini le cycle de 12 mois ; 67 survivants (toutes des femmes) intégrés dans les VSLA et 818 personnes vulnérables (dont 624 femmes) assistées sur fonds de la caisse de solidarité	

		163 Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) reçu de l'appui du projet Ushindi. 3709 membres ont adhéré dans les AVEC parmi lesquels 67 survivants de violences sexuelles,soit 5,2% des bénéficiaires du projet . Ces AVECs ont réalisé des épargnes évaluées à 11.7935 USD. Ces membres ont obtenu 1444 crédits d'une valeur globale de 80.777 USD pour financer leurs activités génératrices de revenu. Capacité augmentée pour les organisations et la communauté pour répondre à la SGBV et/ou faciliter la récupération des survivants : 76	Accroissement du nombre des Associations villageoises d'Epargne et de Crédit (de 98,2%) dans la communauté. Des groupes additionnels VSLA auto-créés ont pris naissance sur l'initiative d'autres membres de la communauté qui en ont vu la nécessité pour avoir les possibilités de se relever mutuellement de leur vulnérabilité financière. Ainsi, les VSLA sont passés de 82 groupes créées par le projet à 163 groupes opérationnels dans les deux zones. Les crédits circulaient entre les membres des groupes VSLA. L'accès au capital leur était tellement devenu facile que des femmes et des hommes membres ont pu développer des activités génératrices de revenu, renforçant le pouvoir d'achat dans leurs ménages. Cependant, le montant moyen de crédit (55,9$US) restait bas par rapport aux ambitions des bénéficiaires des crédits VSLA. Les conseillères formées ont commencé à décharger les bénéficiaires sur base des résultats de l'évaluation de leur statut psychosocial au niveau de chaque aire de santé

		conseillères formées sur le suivi psychosocial des survivants VSBG et le protocole de prise en charge. Capacités améliorées, pour les individus, les organisations communautaires de base et les communautés, à diriger/participer aux activités de redressement économique, d'autonomisation et d'intégration sociale des personnes vulnérables (dont les survivants des VSBG) au sein de la communauté : 163 groupes d'intérêts économiques en place et accompagnés pour le relèvement économique, l'autonomisation et l'intégration sociale des survivants dans les deux zones de santé (Kitutu et Mwenga). Au total, 51975 personnes ont été touchées par les messages de CCC : 1024 leaders locaux, 41543 membres de la communauté, 9262 élèves, 146 policiers et militaires.	

Projet	Objectifs	Résultats	Changements induits

Développement de soins médicaux et psychosociaux au profit des victimes des violences sexuelles dans les cliniques locales en zone rurale : Clinique mobile Bailleurs : **Stichting Vluchteling (SV**)	Ce projet vise à renforcer les synergies dans la lutte contre les violences sexuelles et les pathologies gynécologiques en RD. et transférer l'expérience de l'hôpital de Panzi à sept zones de santé (Kaniola, Kamituga, Nundu,Walungu, Mubumbano, Lemera et Kimbi-Lulenge)afin de renforcer les capacités locales dans le Sud-Kivu à offrir une assistance médicale et psychosociale aux victimes de VS et aux personnes ayant des pathologies gynécologiques, et assurer la coordination dans le système de référence utilisé pour sélectionner les cas dans la prévention et la prise en charge des victimes de VS et souffrant de pathologies gynécologiques.	8.197 personnes (779 hommes et 7.418 femmes) dont 938 survivants de violences sexuelles et 7259 personnes vulnérables ayant des pathologies gynécologiques ont bénéficié de la prise en charge médicale sur 8753 prévues, soit 94%. 6 survivantes d'agressions sexuelles qui se sont présentées dans les 72 heures dans un centre de santé ont reçu les kits PEP. 21 femmes ont bénéficié de la réparation de la fistule et autres services de réparation gynécologiques dans les zones rurales reculées sur 100 femmes attendues, soit 21%. 2346personnes dont 483survivants de violences sexuelles et 1863personnes vulnérables de pathologies gynécologiques (1820hommes et 1820 femmes) tous âgés de plus de 18 ans ont bénéficié de l'assistance psychosociale.	La prise en charge des SVS a étét améliorée car, au -delà du volet médical, ceux psychosocial et juridique sont désormais connus et disponibles dans les deux CH de Mulamba et Bulenga ; les SVS de ces contrées n'ont plus à être référées pour leur accompagnement holistique Le processus judiciaire de a prise en charge des SVS de Walungu a été amélioré, voire plus expéditif et efficace car les acteurs sur place déjà formés et équipés dans la collecte et l'interprétation des preuves médicolégales La communauté, accompagnée des para juristes, peut assurer le premier accompagnement d'une SVS avant sa prise en charge dans un centre spécialisé Les acteurs judiciaires qui ont amélioré la capacité de prise en charge des questions relatives aux VSBG, au-delà des textes nationaux, utilisent aisément le Protocole de Maputo, une disposition internationale Un suivi plus rigoureux des malades, et le

		272 malades ont été référés par la clinique mobileà l'hôpital général de référence de Panzipour des soins médicaux et psychologues spécialisés. 31913 personnes ont été touchées par les messages de sensibilisation sur les causes et les conséquences des violences sexuelles, la fistule, les prolapsus et autres pathologies gynécologiques graves et l'accessibilité et la disponibilité des soins appropriés. 16 prestataires de services l'hôpital général de référence de Panzi ont amélioré leurs capacités en matière de la prise en charge psychosociale des survivants de violences sexuelles. 63 personnels de santé forment dans les zones de santé de kaniola, Walungu et Kamituga dont 56 hommes et 7 femmes 8 structures sanitaires ont été sélectionnées dans chaque zone de santé approvisionnée en médicament essentiel notamment kaniola, walungu et kamituga et ceci entre dans le cadre de renforcement des structures	classement des dossiers, systématique et plus ordonnées effectifs grâce à l'utilisation des fiches techniques maitrisée Les femmes et filles vulnérables y compris les survivants des violences sexuelles qui ont approché les cliniques mobiles ont accédé aux services médicaux mixés des services psycho-sociaux , comme à l'hôpital de Panzi. Les vulnérables et les survivants qui accèdent aux services mixés, sont rétablies et acceptés par leurs proches et leurs communautés. Les vulnérables et les survivants accèdent aux services mixés, sont rétablis et acceptés par leurs proches et leurs communautés Les malades bénéficient de l'assistance psychologique sur place En éradiquant les perceptions négatives sur les fistules, les victimes acceptent de se faire opérer La fistule comme pathologie n'est plus perçue comme sorcellerie. La clinique mobile a eu des appels pour aller opérer des fistules

		28 séances de sensibilisation ont été conduites en faveur des femmes enceintes à Mulamba 895 femmes ont été conduites par la consultation prénatale de qualité à Mulamba 895 accouchements ont été conduits par les personnels qualifiés à Mulamba Les frais de maternité sont assurés à toute les femmes accouchent à Mulamba quel que soit leurs cas 21 séances de sensibilisation aux leaders locaux dont 22294 personnes touchent d'où 3439 hommes et 18855 femmes 191 cas compliqués ont été sélectionnés et transfert à l'HGR/PANZI pour les soins hyperspécialisés	dans des villages alors que jadis elles étaient perçues comme de la sorcellerie et les victimes étaient orientées vers les féticheurs. Les perceptions négatives sur la fistule sont éradiquées et des recours aux services de la Clinique mobile pour intervenir sont effectifs (nombre de cas d'appel et interventions opérées) Traitement approprié à chaque score psychologique, à la grande satisfaction des victimes psychologiques : réintégration sociale dans leurs communautés
Projet de soins et soutien multisectoriel aux survivantes de la violence sexuelle et basée sur le genre par la	L'objectif du projet est de fournir une formation de base aux infirmiers dans les centres de santé sur la compréhension des diverses formes de traumatisme afin de renforcer leurs capacités à les	En collaboration avec le Bureau Provincial de la Coordination de Santé Mentale, quatre formations ont été organisées par le projet Santé mentale à l'intention des infirmiers, et relais communautaires sur la prise en charge	Des soins attentionnés et de qualité sont garantis par 299 infirmiers et membres des relais communautaires dans les zones couvertes par le projet

formation du personnel de santé au Sud-Kivu Bailleurs de fonds: Banque mondiale, Norwegian Church Aid (NCA)	identifier, évaluer les besoins et savoir comment et où référer les cas complexes. L'Inspection Provinciale de la Santé est un acteur clé dans la mise en œuvre du projet qui leur permet de faire un suivi et de collecter des données fiables.	des personnes traumatisées dans les zones de santé de Kamituga,Kitutu, Mwana et Mwenga. Au total, 99 infirmiers, 200 relais communautaires ont été formés pour améliorer la santé mentale de la population dans les zones concernées par les projets. 62 personnes souffrant des troubles psychologiques référés par les relais communautaires ont reçu les soins psychologiques par les infirmiers formés par le projet santé mentale.	

Projet	Objectifs	Résultats clés	CHANGEMENTS INDUITS

Utilisation de kits prophylaxie post-exposition Bailleurs de fonds : **Global Strategies**	Assurer un niveau élevé d'accomplissement de traitement aux Kits PEP Augmenter la prise du Kit PEP par des victimes de viol Augmenter la capacité des cliniques et fournir des paquets de Prévention aux survivants Le projet a été lancé en février 2013 et concentre ses activités dans quatre zones de santé (Ibanda, Lemera, Nyangezi et Walungu), avec un total de 13 structures sanitaires. Grâce au projet, ces zones de santé sont provisionnées avec une sélection spécifique de kits prophylaxie post-exposition (PEP).	65 prestataires des soins ont été formés essentiellement sur la prise en charge médicale, psychosociale des survivants de violences sexuelles, la référence légale des survivants de violences sexuelles, la gestion des stocks et de la sécurité de médicaments ainsi que les notions de base de l'application de Logistimo. 13 structures sanitaires ont été appuyées en kit PEP pour prévenir les infections sexuellement transmissibles, le VIH/SIDA et les grossesses liées au viol. La Fondation Panzi à couvert le gap en Kit PEP au- près d'autres organisations partenaires. Au total, 445 de survivants des violences sexuelles qui se sont présentés dans le délai de 72 heures parmi lesquels 454 survivants ont reçu les kits PEP. Plus de 51611personnes ont été touchées par les messages relatifs à la prévention et réponse aux violences sexuelles dans les zones ciblées par le projet.	68,4 % de réduction de l'incidence du VIH, IST et des grossesses non désirables au sein de la population dans les zones d'intervention du projet (468 cas). La capacité augmentée des cliniques dans la fourniture des paquets de Prévention aux survivants a permis d'atteindre 99.8 % de cas ciblés Certains des infirmiers titulaires des centres de santé et les responsables des structures de prise en charge des survivants des violences sexuelles ont adopté un système d'appeler eux même pour signaler la réception d'un cas de viol qui se présente dans les 72 heures sans attendre que le projet le fasse en premier. En fin d'éviter les ruptures de stocks.

DORCAS RURALE Projet d'appui économique aux femmes et filles victime des viols et personnes vivant avec VIH/SIDA et prévention VIH/SIDA chez les femmes victimes des violences sexuelles en milieux ruraux. Bailleur : **Fondation Stephen Lewis**	Renforcer les capacités de 1000 femmes et filles survivantes de viol et violence sexuelle en milieu rural à se prendre en charge Assurer la scolarisation de 2000 enfants à raison de deux enfants par bénéficiaire S'assurer de l'autonomisation des femmes réinsérées à travers les mutuelles de solidarité en vue de pérenniser les actions du projet Ce projet vise l'amélioration des conditions médicales et socio-économiques des femmes vulnérables dont les femmes victimes des viols et violences sexuelles, des personnes vivant avec le VIH /SIDA et des femmes porteuses des fistules uro-génitales en milieux ruraux de la Province du Sud-Kivu	1000 femmes bénéficiaires dans les territoires de Walungu, Kabare et Kalehe. 2000 enfants des femmes vulnérables enregistrés en raison de 2 enfants par bénéficiaire. Au total, 2000 enfants d'âge scolaire et adolescent ont reçu chacun un kit scolaire ainsi qu'une tenue uniforme. 2000 enfants d'âge scolaire et adolescents des femmes vulnérables ont accédé à une éducation formelle. 61groupes solidaires formés dans 8 antennes à raison de 10 membres par groupe ont été structurés et accompagné par le projet Dorcas Rurale. 1000 femmes vulnérables identifiées ont été formé à la gestion des activités génératrices de revenus. 100% de femmes de vulnérables	15 femmes formées ont mis en place leurs propres ateliers de couture et forment en coupe et couture L'action de la femme pour un environnement sain avec la culture d'utilisation des paniers à multiples usages et durable. Le pouvoir économique des femmes et filles survivantes des violences sexuelles à travers le paiement des frais scolaires par elles-mêmes Dignité accrue des femmes alphabétisées qui ne recourent plus aux tiers pour leur écrire des lettres L'épargne, une réalité chez les bénéficiaires membres des MUSO ; ce qui fait preuve de la croissance de leur capacité de gestion, de réintégration socio-économique et partant donc de leur participation politique (*Nécessité de collaborer avec Badilika pour la promotion de la participation politique de la femme SVS dans les zones du projet)*

		formés ont bénéficié du projet Dorcas Rural des microcrédits en espèce et en nature. 100% des femmes vulnérables ont entrepris des activités génératrices de revenus (AGR) : petit commerce, élevage et agriculture Sur 311 bénéficiaires 153 bénéficiaires soit 49,1% savent lire et écrire, les autres fournissent des efforts. 176 paniers fabriqués par 197 bénéficiaires dans les 8 antennes et tous ces paniers sont exposés aux bureaux des antennes. 184 savons produits par 100 bénéficiaires dans 8 antennes et la plus part des savons vendu pour achat des intrants. 12 tonnes de maïs produits en faveurs des bénéficiaires des antennes de Kamanyola-Katogota.	

Projet	Objectifs	Résultats	CHANGEMENTS
Clinique d'assistance juridique aux victimes des violences sexuelles et basées sur le genre au Sud-Kivu.	Améliorer l'accès des femmes et des filles victimes de violences sexuelles à la justice.	34 dossiers clôturés par un jugement sur 50 prévus soit 68% de la cible attendue 24% des dossiers reçus sont amenés en justice.	Satisfaction psychologique et morale des femmes victimes des violences sexuelles dont les auteurs sont jugés et condamnés, malgré que l'indemnisation des victimes reste encore un défis de taille (Il est

Bailleurs: Eastern Congo Initiative (ECI), UN Women, UNTF, Banque Mondiale, Norvegen Church Aid	De manière générale, créée en 2008, la Clinique juridique a commencé ses activités en 2009. Elle a pour objectif de faciliter l'accès à la justice des survivants des victimes des violences sexuelles et basées sur le genre. L'assistance légale est constituée de conseils, écoute et orientation à titre gratuit. A cela s'ajoutent la sensibilisation, l'éducation aux droits, la formation des para-juristes communautaires et des leaders locaux ainsi que l'accompagnement judiciaire des survivants des violences sexuelles auprès des cours et tribunaux.	95 cas introduits en justice alors que 80 étaient prévus 35 cas introduits en justices qui sont juge sur 50 prévus 22 jugements exécutés sur 25 prévus 218 cas qui sont résolus en dehors des tribunaux alors que 100 prévus 74% des membres de la communauté reçus par rapport à ceux qui sont pris en charge par les Cliniques Juridiques locales (50% prévu) 397 femmes bénéficient du conseil et d'écoute au sein des cliniques juridiques. (Nombre de victimes ayant demandé une assistance juridique) (200 attendues) 105 demandes d'assistance juridique cas de VS (100 prévus) 292 demandes d'assistance juridique cas des SGBV (100 attendues) 27 dossiers clôturés en faveur des victimes par les autorités judiciaires locales (30 attendus) 3 cliniques juridiques locales redynamisées et fonctionnelles, soit 100% 77 dossiers ou les frais de justice sont pris en charge par la Clinique juridique (50 attendus) 95 victimes des violences sexuelles et basées sur le genre bénéficiaient des frais de transport (100 prévues) 95 victimes assistées par l'Avocat (50 prévu) 218 dossiers des violences basés sur le	souhaitable que la Fondation Panzi s'engage dans la lutte pour l'indemnisation des victimes des violences sexuelles et des conflits en général, eu égard au devoir de mémoire à travers des mécanismes de justice transitionnelle) Revendication de leurs droits par 16 victimes des violences sexuelles, car formées et conscientisées Les para-juristes formés s'engagent aisément dans la défense et la protection des droits des femmes car disposant des outils nationaux et internationaux de défenses des droits des femmes 121 victimes juridiquement restaurées informent et sensibilisent les autres victimes sur les différents types d'assistance offerts par le projet

		genre sont clôturés par les actes de réconciliation en faveur des femmes. (Nombre de médiation et conciliation réussies) (100 prévus) 132 femmes qui sont prises en charge par la maison de transit pour leur protection lors des procédures en justice (60 prévues) 40 agents de service de sécurités formés sur les textes légaux qui protègent les droits de la femme (50 attendus) 2 séances de sensibilisation tenues en faveur des agents de sécurité. 30 prestataires légaux sont renforcés sur les procédures devants les Parquets, cours et tribunaux 40 autorités judiciaires conscientisés sur les problèmes qui bloquent l'accès des femmes à la justice et les voies de sorties pour ce faire 397 dénonciations faites par les membres de la communauté sensibilisés sur les droits de la femme 22 para juristes/leaders locaux sont formés pour certains et recyclées pour d'autres sur les lois nationales et internationales qui protègent les droits de la femme 121 victimes des violences sexuelles		

		bénéficient d'une référence auprès d'autres services de prise en charge O émission ou flash n'a été produits ni diffusé sur les radios communautaires à cause de la sous-estimation du coût 9335 personnes ont été sensibilisées sur les droits de la femme dont 6520 femmes 453 demandes d'assistance juridique enregistrées, dont 133 dossiers introduits en justice 67 dossiers ont été clôturés par un jugement dont 55 dossiers des violences sexuelles exécutés sur le plan pénal, et 12 dossiers civils des violences basées sur le genre ont été clôturés par des jugements. 218 dossiers des SGBV ont été clôturés à l'amiable par des actes de réconciliation 62 para-juristes dont 28 femmes identifiés à Mulamba /Walungu ,Kabare, Kalehe, et d'Idjwi ont renforcé leur connaissance sur les textes légaux de protection de droit de la femme et les procédures judiciaires pour assister les victimes des violences 280 leaders locaux dont 50 de Bunyakiri/dans le territoire de Kalehe ont été sensibilisés sur le rôle d'un leader		

		dans la lutte contre l'impunité des violences sexuelles et basées sur le genre, 200 leaders de Mugogo/Walungu et Kavumu/Kabare ont été sensibilisés sur le droit de la femme à l'héritage et 30 femmes leaders de Bukavu et Kabare l'ont été sur les stratégies d'accès des femmes à la justice 9668 personnes ont été sensibilisées sur les droits de la femme dont 6744 femmes. 2205 dépliants sur les textes légaux protégeant les droits de la femme ont été distribués aux participants lors des séances de sensibilisation 15 spots radio véhiculant les messages sur les droits de la femme ont été produits et rediffusés 314 fois sur les radios communautaire Maendeleo et RCK qui arrosent les territoires de Kabare ; Kalehe,Walingu et Idjwi. 80 autorités judiciaires dont 20 de Kalehe sur la problématique des libertés provisoires accordées aux présumés auteurs de violences sexuelles, 20 de Walungu sur la question d'évasion des détenus, 10 de Kavumu/Kabare sur les stratégies d'accès des femmes à la justice et 30 de Bukavu sur les stratégies de lutte contre l'impunité des auteurs des VS	

		45 auxiliaires de la justice et praticiens de droit formés sur les instruments juridiques de protection de droits de la femme et la procédure judiciaire pratiques dans le domaine des violences sexuelles et basées sur le genre 40 agents de service de sécurités dont les policiers et militaires ont été conscientisés sur le rôle des agents de sécurité dans la protection de la femme et sur la collecte des éléments des preuves en matière des violences sexuelles 256 victimes des violences sexuelles ont été référées auprès d'autres services de prise en charge dont 100 orientées vers les services médicaux et psychosociaux et 156 vers la prise en charge juridique 1 bulletin d'information sur la Clinique Juridique a été produit. 15 dossiers assistés en justice au niveau local par les paras juristes suite à la bonne collaboration avec les autorités judiciaire		

Projet	Objectifs	Résultats clés	CHANGEMENTS
Maison Dorcas Bailleurs de fonds : **NCA, PMU, JWW**	Les bénéficiaires ont des valeurs et des normes démocratiques, respectent les droits humains de tous et participent au même pied d'égalité dans la société Les femmes et les hommes ont des relations égales et une distribution équitable des ressources, de pouvoir et d'influence Les femmes et les filles vulnérables ont une meilleure santé possible Les femmes et les filles vulnérables ont accès à l'éducation et un niveau approprié d'éducation Les femmes et les filles vulnérables ont de bons moyens de subsistance Les bénéficiaires réduisent l'impact négatif sur l'environnement Maison Dorcas est un centre de transit et d'autonomisation des femmes. Elle a pour	40 femmes ont été graduées le 22 mai, 34 à la date du 8 Octobre 2015. 74 femmes réinsérées exercent les activités génératrices des revenus 544 participantes ont suivi les formations en renouvellement des capacités, en alphabétisation fonctionnelle, en activités de mobilisation dans les cercles REFLECT 42 femmes/filles et dépendants ont participé aux activités thérapeutiques (chants, danses, sorties récréatives, karaté, foot Ball) 42 femmes ont composé et enregistrées des chansons au studio de musique à la maison Dorcas En décembre 2014, 175 apprenantes fréquentaient les cours. Parmi 115 apprenantes, 90 étaient en mesure de lire et d'écrire leurs noms, ceux de leurs membres de familles et de leurs lieux de résidence. Au niveau 2, sur 60 apprenantes,	Les femmes et les filles formées sentent leur statut social valorisé et s'expriment sans réserve due aux pesanteurs socio-culturelles Les femmes renforcées économiquement répondent aux besoins sociaux primaires et stratégiques de leurs ménages La joie, la satisfaction des femmes bénéficiaires des activités thérapeutiques est manifestent quand on voient qu'elles arrivent à dépasser les effets négatifs d'ordre psychologique dus aux violences multiformes : dansent, rient avec les autres…quand il le faut Les femmes se sentent dignes à travers le programme d'alphabétisation et développent des ambitions de divers ordres, surtout quand elles pensent qu'elles vont développer des plans d'affaire et qui

	objectifs de servir d'un abri aux survivants de violences sexuelles, aux femmes ayant des pathologies gynécologiques, aux personnes vivant avec le VIH/SIDA traitées et référées par l'hôpital général de référence de Panzi afin de lutter contre la stigmatisation; et la malnutrition infantile; offrir des formations en métiers, en alphabétisation et en droits; contribuer au rétablissement psychosocial des survivants; enfin, doter les survivants de compétences pour entreprendre des activités génératrices des revenus.	50 étaient capables d'écrire en swahili une lettre à leurs collègues de classe et/ou à leurs époux. 306 femmes et filles inscrites en compétence d'affaires. 258 apprenantes étaient régulières jusqu'en décembre 2014. 3 chapitres sur 7 ont déjà été dispensés, notamment les notions d'entreprise, la planification et le marketing. 4 plans d'affaires (1 en coupe et couture et 3 en petit commerce) ont été élaborés par 4 apprenantes.	seront appuyés par la Fondation
Projet	**Objectifs**	**Résultats clés/CHANGEMENTS**	

Projet	Objectif principal	Résultats	CHANGEMENTS
ICART (International Center for Advanced Research and Training)	Créé en 2011 en collaboration avec l'Université Evangélique en Afrique, le centre ICART est appuyé par l'université de Michigan et PRIO. Ce Centre de recherche a pour objectifs de conduire des recherches, encadrer les chercheurs l0ocaux, servir de cadre pour des nouvelles idées, théories et solutions pour certains défis majeurs rencontrés à l'Est de la RDC. L'université de Michigan est l'un des partenaires principaux dans la mise en œuvre de cette initiative pour le développement des capacités des étudiants, des facultés et du personnel de l'hôpital et de la Fondation Panzi en matière de recherche en vue de connecter les chercheurs locaux aux chercheurs internationaux. Egalement ce centre forme des chercheurs et analystes locaux en vue de promouvoir un impact durable sur les communautés locales	28 Enquêteurs (19 femmes et 9 hommes, dont neuf participants provenant de la Fondation Panzi) ont été formés sont capables de collecter les données. 27 chercheurs locaux y ont aussi pris part. 1200 femmes victimes ont été la cible de l'enquête. La formation a été facilitée par Madame Lisa Peters, chercheur à ICART et Monsieur Justin Cikuru psychothérapeute au projet Make Music Matter Les données recueillies grâce aux tablettes et sont automatiquement enregistrées dans Open Data Kit. Le système de stockage des données dans EPIINFO, EXCEL et ACCESS est effectif Le processus d'encodage des données s'est terminé en décembre pour la première partie du projet et toutes les fiches ont été contrôlées et remises à HAI. A ce jour 392 fiches ont été encodés, dont 220 fiches de l'enquête menée dans douze centres de santé du territoire de Walungu	28 Enquêteurs (19 femmes et 9 hommes, dont neuf participants provenant de la Fondation Panzi) ont formés sont capables de collecter les données. Les difficultés d'encodage pour les 27 chercheurs locaux qui ont participé sont dépassées L'utilisation des tablettes est désormais facile pour tous les enquêteurs et l'enregistrement automatique dans Open data kit est effectif

		Vingt enfants accompagnés de leurs mères et vingt survivantes des violences sexuelles ont été sélectionnés pour l'étude. 200patients ont été enregistrés dans la base des données.	
VDAY	Pour cette année, la cite de la joie a reçu 669 femmes et 178 femmes et filles victimes des violences basées sur le genre et toutes les 178 filles ont terminé leur formation dans le programme sur le leadership. Ce programme continu a permis à ces dernières de transformer leur souffrance, leur peine en pouvoir	La Cité de la joie a travaillé sur un programme focalisé l'analyse préalable de la situation sociale, physique, mentale et économique, des femmes et filles candidates et préposées à la Cité de la joie, dans les communautés respectives Dans le cadre de la thérapie, la Cité de la joie est vue une structure qui redonne un sens à la vie pour ces victimes Concernant la réinsertion, 669 femmes ont été réinsérées dans leurs communautés respectives City of Joy is an antidote for low-esteem	The physical, emotional, intellectual change was something the audience noticed in the face and in the life of every woman. 178 women were graduated in 2015 considered their stay at City of Joy as a pivotal period for their total commitment Women regain their confidence and reconstruct their lives. Women who come traumatized and who have recurrent nervous breakdowns turn into women filled with an irresistible feeling of plenitude at the end of their healing process at City of Joy The stay women spent at City of Joy

			conferred on them a meaning of life and the ingredients of the training played a role of an antidote for trauma. The opportunity given to women helped every woman live to her fullest potential with dignity and sense of self-worth.

III. LECONS APPRISES ET DEFIS MAJEURS

- L'implication des membres de la communauté (les leaders locaux et les membres des réseaux communautaires de prévention VSBG –les noyaux, RECOPE, clubs d'enfants, les VSLA…), dans les actions de sensibilisations, de communication pour le changement social de comportement est très utile car efficace;
- L'implication des participantes/bénéficiaires dans leur orientation professionnelle leur permet de s'adapter vite au programme
- Le fait de travailler avec divers acteurs communautaires a permis d'inscrire les interventions du projet dans une optique pérenne par le renforcement des compétences des différentes parties-prenantes pour une implication communautaire plus efficace
- La disponibilité des services de proximité, donc plus près des bénéficiaires, et leur utilisation dans la communauté et l'accès de plus vulnérables à la référence, de leurs communautés, vers les structures de prise en charge spécialisée a favorisé non seulement l'amélioration de la qualité des services mais aussi la consommation de ces services par les personnes touchées par des incidents de violences sexuelles et/ou basées sur le genre.

- Les acteurs communautaires sensibilisés et formés par la Fondation Panzi à travers son approche Badilika se sont appropriés l'approche et se sont de plus en plus impliqués dans la lutte contre les violences sexuelles. Ils se sont regroupés en réseaux appelés Badilika, et mènent des activités de sensibilisation dans leurs milieux respectifs et rapportent mensuellement des activités réalisées à la Fondation Panzi.
- Les survivants des violences sexuelles peuvent, seules ou accompagnés, consulter le centre de santé pour le moment
- Les victimes des VS savent que les IST, le VIH et les grossesses non désirées peuvent être évités par le Kit PEP car informées
- Plus la communauté est bien informée et sensibilisée, plus elle adhère au programme et la prise en charge des violences donne des résultats probants
- L'esprit de collaboration du staff renforce les connaissances pour une bonne facilitation/formation
- La conduite des visites sociales renforce les relations participantes-formatrices/facilitatrices
- La planification du travail en équipe permet de dispenser les mêmes formations à toutes les femmes de la même session.
- La revue trimestrielle des activités a permis de réajuster le budget et le nombre de femmes à servir (nombre revu à la hausse de 360 a 544).
- L'introduction de la danse comme thérapie en faveur des participantes/ayant-droits a beaucoup contribué à leur équilibre émotionnel
- La réduction de la facture des soins par l'amélioration de l'alimentation des résidents en transit a donné de bons résultats.
- La participation active des formatrices/facilitatrices dans le recrutement de nouvelles participantes/apprenantes/ayant droits leur permettent d'avoir plus d'informations sur les ayant droits dès l'entrée au programme et ainsi elles pourront mieux suivre leur évolution et adapter les formations.

LES DEFIS

- Le retard dans le décaissement / le versement des fonds par les bailleurs
- L'insuffisance des moyens roulants
- L'insécurité dans certaines zones d'intervention met en danger l'intégrité et la sécurité des parajuristes
- Le retard d'ouverture du CH Bulenga ayant entraîné l'absence des diverses formations prévues pour le personnel de cette institution pour cette première année
- Une forte demande des cas de malades avec pathologies gynécologiques compliqués nécessitant de revoir les indicateurs fixés par le bailleur pour pouvoir appuyer le HGR Panzi et couvrir les frais de prise en charge de ces femmes venues de loin
- Le nombre des malades SVS bénéficiant du kit PEP reste inférieur à 15% du fait que les malades n'ont pas facilement accès à la prise en charge avant 72 heures pour diverses raisons telles que l'éloignement des CS pourvus en intrants, le nombre réduit de ces structures, situation aggravée par la pénurie en kits PEP dans la province du Sud-Kivu
- La surestimation de certaines lignes budgétaires aux dépens de certaines autres sous-estimées
- L'insuffisance des kits PEP mène souvent à la rupture de stock, ce qui préjudiciable aux survivants des violences sexuelles
- Les mœurs et les coutumes de nos tribus, ne facilitent pas aux survivants de s'ouvrir aux personnels soignant de peur d'être stigmatisé, discriminé et abandonné par les leurs.

- Insuffisance des molécules ou kits pédiatriques alors que le Truvada est contre indiqué aux personnes âgées de moins de 12 ans avec moins de 35 kg.
- Manque d'ouvrages pour les formations organisées : Livres de lecture en alphabétisation, manuels de coupe et couture, de saponification, de vannerie, de tricotage, de broderie, de pâtisserie (fabrication des beignets, pains
- L'incapacité des formatrices/facilitatrices à utiliser l'outil informatique retarde l'élaboration des rapports pour le projet Maison Dorcas
- Difficulté de mobilité pour les courses de services et parfois urgentes de la Maison Dorcas
- La lourdeur administrative pour le décaissement des fonds retarde les achats et autres approvisionnements

IV . SUCCES STORIES

1. Maua Kasindi est une participante de la Maison Dorcas, âgée de 40 ans, séparée, mère d'une fille de 20 ans, élève de 3ème HP à l'Institut Tujikaze. Elle déclare ce qui suit: « «j'étais mariée par monsieur Anicet. Lorsque je suis tombée malade en 2OO9 et étant donné la gravité de la maladie dont je souffrais, il m'avait abandonnée et est parti dans un lieu inconnu. Pendant ce temps, je suis allée vivre avec mon frère policier qui résidait à Goma.

Lorsque mon frère est décédé en 2014, nous avons quitté Goma pour venir vivre ici à Bukavu avec la famille de ma belle-sœur. Abandonnée et sans assistance de la famille, la vie me semblait très difficile car je n'exerçais aucune activité. Un jour, de mon lieu d'habitation je passais sur la route qui mène vers le marché Kamagema et j'avais vu des écritures décrivant les activités de la femme. C'était la Maison Dorcas. C'est ainsi que j'étais venue demander la possibilité d'être recrutée au programme et ainsi suivre aussi les formations au sein de ce centre. Mon but était de recevoir des formations qui me permettront de générer des revenus et ainsi subvenir à mes besoins et ceux de mon enfant.

De toutes les formations que nous avions suivies, celle m'a le plus édifiée est les droits humains/ de la femme pour la simple raison que j'étais parvenue à réclamer mes droits auprès de mon mari qui m'avais injustement abandonnée. Je suis allée aupres de la CJ et la mon mari a accepté de me reprendre. En dehors de cette formation, la santé de la reproduction m'a aussi intéressée. Aujourd'hui je suis informée des périodes fertiles et ne peut plus tomber enceinte sans le vouloir.

J'ai passé 3 mois en vannerie. A ce jour, je tisse mes paniers et gagne au moins 20 dollars par semaine avec lesquels j'essaye de répondre à mes besoins de base. Je suis fière de cette formation suivie.

En plus de la vannerie j'ai demandé la formation en coupe et couture. Lorsque je terminerai cette formation, j'achèterai des habits usagers et les coudrai pour avoir des jupes, des culottes, des blouses de bonne qualité. C'est à cette occasion que je pratiquerai les notions acquises en compétences d'affaires. J'utiliserai

une partie pour mes besoins et ceux de ma fille, une autre partie sera versée dans un compte comme épargne afin d'acheter une parcelle et y ériger une habitation.

2. Masoka Bwato est une participante de la Maison Dorcas 3, âgée de 23 ans, mariée et mère de 2 filles dont l'ainée a 6 ans et la cadette a 3 ans.

En 2008, elle avait, par ruse, était rendue grosse par un garçon pendant qu'elle faisait la 4ème année des humanités et qui malheureusement avait refusé de faire des réparations et la prendre en mariage. C'est ainsi qu'elle n'avait plus été scolarisée par ses parents, ne pouvait plus jouir pleinement de ses droits vis-à-vis de ses parents.

Au cours de cet entretien, Maoska déclare ce qui suit :

« Comme je n'allais plus à l'école et que je ne bénéficiais plus totalement de l'assistance de mes parents, la vie était devenue très difficile. J'étais incapable de me payer même le savon de lessive ».

J'avais toujours entendu parler des services offerts par la Maison Dorcas mais je n'avais jamais eu la chance d'en bénéficier car je ne savais pas comment me faire inscrire à ce programme qui aide beaucoup de femmes à pouvoir se prendre en charge. En date du 17 mars 2015, j'ai vu une équipe de staff de la Maison Dorcas dans notre avenue faisant le porte à porte expliquant et recrutant les nouvelles bénéficiaires au programme. Pour moi c'était comme une manne qui tombait du

ciel. Je me suis dit que mon rêve devenait une réalité. Comme je désirai être une couturière, c'était le métier que j'ai choisi pour la formation. C'est en date du 30 mars 2015 que j'ai commencé à suivre les formations en coupe et couture à la Maison Dorcas.

A ce jour, je viens de passer 9 mois au centre Dorcas où j'ai aussi bénéficié des formations théoriques et pratiques dont :

- La formation en compétences d'affaires (la tenue d'une comptabilité simple, le marketing, l'entreprenariat, la planification des activités, le marché, l'offre et la demande, …) ;
- La fabrication des beignets, du pain
- L'extraction du lait de soja,
- La santé de la reproduction, …

Ce qui m'a fort intéressée au cours de notre formation, c'est la planification de la façon de mieux implanter un atelier et comment générer des revenus. C'est cela qui m'a permis de choisir un atelier où je continuais les pratiques toutes les fois quand je revenais des formations. La façon de générer des revenus m'a aussi permis de minimiser les dépenses, épargner les bénéfices car avant je vendais les produits de notre boutique à perte.

Une année avant que je vienne au programme, mon mari et moi avions commencé la vente des produits divers avec un capital de $50. Malheureusement, on ne pouvait pas évoluer car nous ignorions les principes de base de commerce. Pendant les 9 mois de participation au programme, j'ai pratiqué les notions acquises qui m'ont permis minimiser les couts en maximisant les recettes. De notre boutique nous parvenons de trouver à manger, de quoi vêtir mes enfants, couvrir les couts de la scolarisation et les articles ont augmentés dans la boutique.

Actuellement, nous avons un capital net de 300 dollars américains.

Mes notions en coupe et couture font que je ne paye plus d'habits prêts a porter pour mes enfants car j'achète des tissus et confectionne des jupes, de blouses pour elles.

Le kit que je recevrai lors de ma réinsertion me permettra d'implanter mon atelier de couture. Je compte acheter des habits usagers à bas prix, les découper et coudre des habits de qualité afin de gagner de l'argent pour me permettre enfin de réaliser mon rêve : acquérir une habitation personnelle car je suis fatiguée d'être locataire ».

Fait à Bukavu, FEVRIER 2016